

La renaissance des communs : pour une société de coopération et de partage, David Bollier. Editions Charles Léopold Mayer, traduit de l'américain, 2014, 240 pages

Gilles Caire

Number 335, January 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028538ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1028538ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association Recma

ISSN

1626-1682 (print)

2261-2599 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Caire, G. (2015). Review of [*La renaissance des communs : pour une société de coopération et de partage*, David Bollier. Editions Charles Léopold Mayer, traduit de l'américain, 2014, 240 pages]. *Revue internationale de l'économie sociale*, (335), 118–119. <https://doi.org/10.7202/1028538ar>

NOTES DE LECTURE

La renaissance des communs : pour une société de coopération et de partage

David Bollier. Editions Charles Léopold Mayer, traduit de l'américain, 2014, 240 pages.

Pour nombre d'économistes, le mouvement des enclosures, qui se développe en Angleterre du XVI^e au XVIII^e siècle, est un des éléments clés de compréhension de la formation de l'économie capitaliste moderne, et ce à double titre. Du point de vue de l'histoire économique, le passage de communaux, de prairies ouvertes de pâturage (ou bois d'exploitation partagée) et de régulation communautaire à des champs clos par des murets de pierre ou des haies et de propriété privée est souvent considéré comme l'une des prémices essentielles du décollage préindustriel anglais. Du point de vue de la théorie économique néolibérale, le court article du sociobiologiste Garrett Hardin intitulé *La tragédie des communs*, de 1968, constitue une « démonstration de référence » que l'action collective libre et autogérée de gestion des ressources naturelles est inefficace, source de gaspillages, de surexploitation et à terme de destruction. Combinés au développement de la théorie des jeux (dont le fameux dilemme du prisonnier) et de l'économie libérale de l'environnement, les communs sont ainsi devenus une sorte de repoussoir justifiant l'absolue nécessité d'une appropriation privée (avec transmission par héritage) des ressources naturelles ou d'une régulation étatique accompagnée de la création de mécanismes de pseudo-marché. Tout le travail d'Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 2009, a très largement montré que l'analyse « métaphorique » proposée par Hardin n'était qu'une transformation partisane de la réalité historique des enclosures et qu'aujourd'hui, partout dans le monde, les multiples expériences

de biens communs prouvaient la pertinence et la durabilité de ce mode de gouvernance. Elle a notamment souligné les hypothèses réductrices inhérentes au discours libéral de critique des communs : le raisonnement est entièrement construit sur la base d'*homo œconomicus* égoïstes, isolés, décontextualisés, sans histoire ni futur communs, aux désirs illimités, en compétition permanente, focalisés sur le court terme, sans interaction et sans coopération entre eux. L'ouvrage de David Bollier est dans la lignée des travaux initiés par Ostrom, dans le cadre d'une démarche militante de sensibilisation du grand public, de façon accessible et attrayante. Le livre revient sur le « *vol silencieux* » des enclosures par les « frères siamois » du marché et de l'Etat et sur les leçons à en tirer du point de vue de l'histoire et des droits de propriété. Il montre la multiplicité et la diversité des exemples de réappropriations modernes de communs en matière de ressources naturelles (eau, terres, semences, forêts, pêcheries) ou numériques (neutralité du Net, Linux, sites collaboratifs), d'information et d'œuvres créatives (licences *copyleft*, revues en *open access*), d'espaces publics, de cultures autochtones, de monnaies alternatives... Les exemples cités sont cependant parfois quelque peu répétitifs et paradoxalement rarement assez développés, alors que l'approche d'Ostrom reposait justement sur des monographies approfondies. David Bollier insiste à juste raison sur les trois dimensions nécessaires qui forment un commun, à savoir « une ressource plus une communauté plus un ensemble de règles sociales », des conditions assurant une auto-gouvernance collective responsable fondée sur des arrangements durables. Il souligne également les liens avec la notion d'espace vernaculaire d'Ivan Illich. Enfin, il reconnaît que la difficulté de l'approche des communs réside

dans leur nature locale et contextualisée et qu'il n'est donc pas facile de généraliser, d'universaliser et d'aborder dans ce cadre des problématiques de vaste échelle géographique. Contrebalançant cette difficulté, le dernier chapitre de l'ouvrage revendique que les communs sont aussi une façon de remettre en cause la « *théologie du marché libre* », de proposer « *une manière différente de voir et d'être* », en matière de propriété, de gratuité, de relations entre acteurs, d'accumulation collective, d'autogestion et de responsabilité. L'ouvrage constitue ainsi une bonne introduction au thème et reflète bien la dynamique de pratiques et de réflexions existantes aujourd'hui dans le monde autour des communs. Dans une optique d'économie sociale et solidaire, on peut toutefois regretter que les quelques liens opérés, notamment avec les coopératives et les mutuelles, soient à peine effleurés. Il nous semble pourtant que les principes de liberté d'adhésion, de démocratie et de réserves impartageables peuvent constituer des points de rapprochement fructueux entre les deux mondes, celui des communs et celui de l'ESS. **GILLES CAIRE**

L'économie sociale: histoire d'hier, patrimoine pour demain, du limousin à l'Europe

Michel Dreyfus, Clotilde Druelle-Korn, Francis Juchereau, Bernard Lacorre. Limoges, Pulim, 2014, 131 p.

L'association Pôle de ressources pour l'histoire sociale, mutualiste et coopérative de Limoges et du Limousin (PR2L) a souhaité garder une trace écrite, par cet ouvrage, des échanges qui eurent lieu lors de la journée d'étude tenue au Sénat le 24 avril 2013 et dont la *Recma* a déjà rendu compte⁽¹⁾.

L'ouvrage reprend le déroulement de cette journée, organisée autour de trois tables rondes. La première, présidée par Henri Noguès, abordait la question de

l'économie sociale aujourd'hui, confrontant la situation française à d'autres, principalement européennes et québécoise, pour rappeler l'importance des histoires nationales dans l'élaboration et dans l'usage ou non du concept.

La deuxième table ronde, animée par Michel Dreyfus, soulevait la question de l'histoire de l'économie sociale comme patrimoine à valoriser et laissait place au discours de préservation des archives à travers la présentation de plusieurs centres conservant des fonds coopératifs, mutualistes, syndicaux ou associatifs. Relevons à ce sujet que l'action initiée par l'association PR2L n'est pas la première, comme en témoignent largement les présentations du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (Codhos)⁽²⁾, fondé en 2001, et du Cédias-Musée social, du reste membre du Codhos; on peut ajouter aussi l'existence au niveau international de la très dynamique International Association of Labour History Institutions (IALHI)⁽³⁾, fondée en 1981.

La dernière table ronde, enfin, donnait la parole aux acteurs contemporains de l'économie sociale, qui s'exprimaient sur les dernières vicissitudes de leurs organisations – en l'occurrence la Mutualité française (FNMF) et le Conseil national des chambres régionales de l'économie sociale (CNCres) –, tout en restant vigilants sur le respect et l'application des valeurs dites fondatrices.

Michel Dreyfus concluait sur l'importance du projet de l'association organisatrice de cette journée pour la mémoire de l'économie sociale, notamment par la constitution de fonds d'archives.

La volonté de l'association PR2L est bien, en effet, de collecter, de conserver et de mettre à la disposition du public et des chercheurs potentiels la mémoire limousine des différents mouvements sociaux aujourd'hui rassemblés sous la bannière de l'économie sociale – avec une vocation

(1) Dreyfus M., Toucas P., 2013, « Mémoire de l'ES et perspectives », *Recma*, n° 330, octobre.

(2) www.codhos.org.

(3) www.iahli.org.